

Fin 2010, ce sont plus de 23 millions de chômeurs qui sont officiellement recensés dans l'Union Européenne. Selon le bilan publié le 8 février par Eurostat, l'Union à 27 compte 115 millions de personnes (23% de la population) menacées d'exclusion sociale. 16,3% de la population européenne et 27% des enfants de moins de 18 ans vivent en dessous du seuil de pauvreté. 8,6% des actifs sont des travailleurs pauvres.

Il s'agit là des conséquences directes du recul de 10 points de la part des salaires dans le PIB de l'Union européenne

Ces constats accablants prouvent que le système économique institutionnalisé par les Traités de Maastricht et Lisbonne mène à la catastrophe sociale. Construit sur les dogmes de la concurrence libre et non faussée et de l'Euro fort, pour garantir au monde des affaires et de la finance des taux de profit obscènes, le type de société voulu par les néo libéraux provoque des ravages dans tous les pays européens.

Alors que la nocivité de ce système pour les peuples devient chaque jour de plus en plus criante, les dirigeants européens, sous l'impulsion du tandem Merkel-Sarkozy, poursuivent leur fuite en avant. Pour eux, la crise constitue une opportunité pour imposer des « réformes » que la société aurait refusées en d'autres temps. Au motif d'un sauvetage de la monnaie européenne, un plan d'austérité et de régression sociale sans précédent frappe toutes les populations de l'Union européenne. En application du pacte Europlus signé en mars 2011, les gouvernements de chaque Etat membre doivent geler ou faire reculer les salaires du secteur public comme du privé, supprimer des dizaines de milliers d'emplois de fonctionnaires, revoir à la baisse la protection sociale et le droit du travail, reculer l'âge du départ à la retraite, abandonner des missions d'intérêt général et privatiser des services publics.

Le « pacte de compétitivité », qui devrait être adopté par le conseil européen du 1er mars prochain, vise à inscrire ces mesures d'austérité dans le marbre des traités européens. En dehors de tout processus démocratique, c'est une société au service des intérêts des puissants et des possédants que l'on veut imposer à tous les peuples européens.

Comme l'a dit la Secrétaire Générale de la Confédération Européenne des Syndicats (CES) : « trop, c'est trop ». Chacun voit que les luttes sociales sans précédent qui se produisent partout en Europe ne suffisent pas pour faire entendre raison à ceux qui nous gouvernent. Pour la première fois, la CES appelle à une mobilisation le 29 février dans tous les pays européens pour dire non à cette nouvelle aggravation de la Constitution européenne.

C'est en coordonnant leurs forces que les salariés de toute l'Europe imposeront d'autres choix

la suite à télécharger :

fichiers:



[Télécharger 4_pages_08_02_2012.pdf](#) (359.77 Ko)

Public: [Infos Confédérales](#)

- [=A](#)
- [±A](#)
- [Version imprimable](#)
- [version PDF](#)

Leave this field blank

Indiquez votre adresse de courriel pour recevoir notre lettre d'information

Courriel *

